

## ATTESTATION D'EMPLOYEUR DESTINÉE À Pôle emploi

A remplir par l'employeur et à délivrer au salarié avec son dernier bulletin de paie (Art. R. 1234-9 du C. du T.). Un exemplaire doit en être adressé au centre de traitement : BP 80069 - 77213 AVON CEDEX



ATTENTION : le salarié joindra lui-même un exemplaire de cette attestation à la demande d'allocations d'assurance chômage qui lui sera adressée, s'il s'inscrit comme demandeur d'emploi (voir bas de la page 3).  
IL NE DOIT EN AUCUN CAS LA RETOURNER SEULE.

### 1. l'employeur

Téléphone :

Statut juridique :

N° SIRET :

N° d'affiliation à Pôle emploi (anc<sup>t</sup> Assédic) ou à l'organisme ayant recouvré les cotisations d'assurance chômage :  
(En cas de paiement groupé des cotisations, indiquez le n°d'affiliation à l'Assédic (ou Pôle Emploi) de recouvrement)

- Pôle emploi (anc<sup>t</sup> Assédic) de .....  
 Garp (Pôle emploi services)  
 Autre (précisez) .....

(CMSA, URSSAF, CCVRP, organisme centralisateur des paies dans chaque port pour les dockers)

Nombre total de salariés dans l'établissement au 31.12 écoulé :



ne rien inscrire dans ce cadre

EMPLOYEURS DU SECTEUR PUBLIC (Art. L. 5424-1 du C. du T.).

- Employeur en auto assurance  
 Employeur ayant conclu une convention de gestion  
N° de la convention de gestion ..... code analytique .....

- Adhésion aux régimes particuliers pour les emplois "aidés" (CES, apprentis, emplois jeunes, etc.)

- Employeur ayant adhéré à titre révocable  
Date d'adhésion : .....

Statut du salarié :  stagiaire  titulaire  non titulaire

### 2. le salarié

M  Mme  Mlle

Nom de naissance : ..... Prénom : .....

Nom d'usage (nom d'épouse, etc.) : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Date de naissance : .....

oui  non

NIR : .....

Le salarié a-t-il un lien de parenté avec le chef d'entreprise ? .....

Si oui, lequel ? (conjoint, enfant, etc.) : .....

Niveau de qualification : ..... Statut cadre ou assimilé :  oui  non

(code : voir notice)

### 3. caisses de retraite complémentaire du salarié

Sigle, nom et adresse des institutions de retraite

ARRCO : .....

AGIRC : .....

Autres : .....

(Pour les cadres ou assimilés affiliés à l'AGIRC et à l'ARRCO, les deux institutions doivent être renseignées).

Les données à caractère personnel collectées dans ce formulaire sont destinées à l'étude des droits des salariés à l'allocation d'aide au retour à l'emploi. Elles sont mises à disposition dans le dossier dématérialisé concernant le salarié, dénommé DUDE. Elles sont communiquées à d'autres organismes de protection sociale ou concourant à son reclassement. Conformément à la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent auprès de Pôle Emploi. Le droit d'opposition ne s'applique pas à la collecte de ces données.

## 4. *emploi*

- Durée d'emploi salarié : \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

• Dernier emploi tenu : \_\_\_\_\_ Dernier lieu de travail : ..... Dépt. \_\_\_\_\_

• Date d'engagement de la procédure de licenciement ou de notification de la démission ou de signature de la convention de rupture conventionnelle : \_\_\_\_\_

• Préavis :  effectué : \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_  
 non effectué      }  payé : \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_  
 non payé : \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_  
(motif) :

• En cas d'affiliation à un régime spécial de sécurité sociale,  
 indiquez la caisse : \_\_\_\_\_ et le numéro d'affiliation : \_\_\_\_\_

• Le salarié relève-t-il du régime local d'Alsace Moselle ? \_\_\_\_\_  oui  non

• Catégorie d'emploi particulier :  intérimaire  intermittent  travailleur à domicile  
 expatrié  employé de maison  assistante maternelle  autre : .....  
(précisez)

• Horaire de travail : \_\_\_\_\_ hebdomadaire \_\_\_\_\_ annuel \_\_\_\_\_

- dans l'entreprise suite à un accord, une convention collective : \_\_\_\_\_

- du salarié : \_\_\_\_\_

- motif en cas de différence :  travail à temps partiel  
 autre motif : .....  
(précisez)

• Nature du contrat :  contrat à durée indéterminée  contrat à durée déterminée

• Contrat de type particulier :  apprentissage  professionnalisation  orientation  qualification  adaptation  
 emploi-solidarité  emploi jeunes (dispositif 1997)  contrat jeunes en entreprise (dispositif 2002)  CIE  
 CAE  contrat d'avenir  autre : .....  
(précisez)

• Statut particulier :  gérant  administrateur/PDG/DG  Mbre/Pdt du Directoire  
 Mbre du Cons. de surveillance  Pdt d'une association  Mbre d'un GIE  associé/actionnaire  
 autre : .....  
(précisez)

## **5. chômage total sans rupture de contrat de travail**

40  oui  non

## Avez-vous demandé les allocations de chômage partiel à la DDTEFP ?

Si oui, période indemnisée au titre du chômage partiel :

P ? .....  oui  non

#### Date de reprise prévue :

## ***6. motif de la rupture du contrat de travail***

- 11  licenciement suite à redressement ou liquidation judiciaire
  - 12  licenciement suite à fermeture définitive de l'établissement
  - 14  licenciement pour motif économique

### *Salarié licencié à l'âge de 55 ans ou plus*

Si une convention FNE a été conclue par l'entreprise, l'intéressé a-t-il refusé la proposition d'adhérer à la convention ? 10  oui 21  non

- 15  licenciement pour fin de chantier

20  licenciement pour autre motif,  
(précisez) : .....

25  autre rupture pour raison économique  
(Art. L. 1233-3 al.2 du C. du T.)

31  fin de contrat à durée déterminée

32  fin de mission d'intérim

81  fin de contrat d'apprentissage

- 82  résiliation judiciaire du contrat

83  rupture pour force majeure ou fait du prince

84  rupture d'un commun accord d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage

34  fin de période d'essai à l'initiative de l'employeur

35  fin de période d'essai à l'initiative du salarié

36  rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage à l'initiative de l'employeur

37  rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage à l'initiative du salarié

38  mise à la retraite par l'employeur

39  départ à la retraite à l'initiative du salarié

59  démission (*motif*) : .....

88  rupture conventionnelle  
(Art. L. 1237-14 du C. du T.)

60  autre motif : (*précisez*) : .....

## **7.1 salaires des 12 mois civils complets précédent le dernier jour travaillé et payé**

Portez dans ces cadres les salaires correspondant aux 12 mois civils précédant le dernier jour travaillé et payé.  
(Ex : dernier jour travaillé et payé : le 25/02/2009, indiquez les salaires du 01/02/2008 au 31/01/2009).

### *Dernier jour travaillé payé :*

## **7.2 primes et indemnités de périodicité différente des salaires, non mentionnées dans le cadre 7.1**

## POUR S'INSCRIRE COMME DEMANDEUR D'EMPLOI, LE SALARIÉ A **2** POSSIBILITÉS :

- 1** > par internet : [www.pole-emploi.fr](http://www.pole-emploi.fr) - Rubrique 'Demandeurs d'emploi' - Accès aux services.

**2** > par téléphone : en composant le 3949 (selon le service, appel gratuit ou de 0,11 € TTC depuis un poste fixe, hors éventuel surcoût de votre opérateur).

### 7.3 sommes versées à l'occasion de la rupture (solde de tout compte)

#### salaire

(versé après le dernier mois civil mentionné au cadre 7.1)

Période du au	Date de paiement	Nb. d'heures travaillées	Salaire brut	Montant du précompte Assurance chômage (part salariale)

#### indemnité compensatrice de préavis

Montant : ..... | EUR |

#### indemnité compensatrice de congés payés

Montant : ..... | EUR |

Jours ouvrables : ..... |

Indemnité due par une caisse professionnelle (précisez laquelle) : .....

#### total des sommes ou indemnités légales, conventionnelles ou transactionnelles inhérentes à la rupture

- Montant correspondant aux indemnités légales (voir notice) : ..... | EUR |  
dont indemnités :

- légale de licenciement ..... | (Art. L. 1234-9 du C. du T.)
- minimale de rupture conventionnelle ..... | (Art. L. 1237-13 du C. du T.) Montant correspondant à celui de l'indemnité légale de licenciement)
- de fin de contrat à durée déterminée ..... |
- de fin de mission ..... |
- de départ à la retraite ..... |
- spéciale de licenciement ..... |
- spécifique de licenciement ..... | (Art. L. 1235-15 du C. du T.)
- due aux journalistes ..... |
- légale de clientèle ..... |
- légale due au personnel navigant de l'aviation civile ..... |
- versée à l'apprenti en application de l'article L. 6225-5 al.2 du C. du T. ..... |
- due en raison d'un sinistre ..... |
- autres indemnités légales ..... |

- Montant correspondant aux indemnités conventionnelles (convention collective) : ..... | EUR |
- Montant correspondant aux indemnités transactionnelles(transaction) : ..... | EUR |

Une transaction est-elle en cours ?  oui\*  non

\*Si d'autres sommes sont versées après l'établissement de cette attestation, vous devez les déclarer à Pôle emploi.

### 8. avance du régime de garantie des salaires

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, une avance de l'AGS :

a-t-elle été perçue ?  oui Pour quelles créances : .....

non Motif : .....

est-elle à percevoir ?  oui Pour quelles créances : .....

non Motif : .....

### 9. authentification par l'employeur

Je soussigné(e), (nom) : ..... (prénom) : .....

agissant en qualité de :

- chef d'entreprise  directeur  comptable  mandataire liquidateur
- gérant  chef du personnel  administrateur judiciaire  autre : ..... (précisez)

certifie que les renseignements indiqués sur la présente attestation sont exacts et, notamment, le motif de la rupture du contrat de travail qui est, je le rappelle, le suivant : .....

En cas de rupture conventionnelle, atteste n'avoir pas reçu de refus d'homologation de la convention de la part de la DDTEFP ou, le cas échéant, de refus de l'inspection du travail.

A ..... le ..... |

Signature

Cachet de l'entreprise

Personne à joindre concernant cette attestation :

Téléphone : ..... |